



Conseil régional du Centre – Val de Loire
9, rue Saint Pierre-Lentin
CS 94117
45041 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18
www.regioncentre-valde Loire.fr

Délibération de l'Assemblée Plénière

DAP N° 18.06.01.B

ADOpte A LA MAJORITE

POUR : Socialistes, Radicaux et Démocrates (hormis Fabien Verdier), Ecologiste
CONTRE : Rassemblement National, Alexandre Cuignache, Fabien Verdier
ABSTENTION : Union de la Droite et du Centre, Pierre Commandeur

OBJET : Subvention au Comité des œuvres sociales

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière, les 20 et 21 décembre **2018** à ORLEANS, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.4311-1 et suivants et L.4312-4 ;

Vu la délibération DAP n° 16.01.02 du 4 février 2016 approuvant le règlement financier ;

Vu l'avis favorable émis par la commission « Finances, Fonds Européens, Personnel et Fonctionnement de l'Administration » lors de sa réunion du 19 décembre 2018 ;

DECIDE

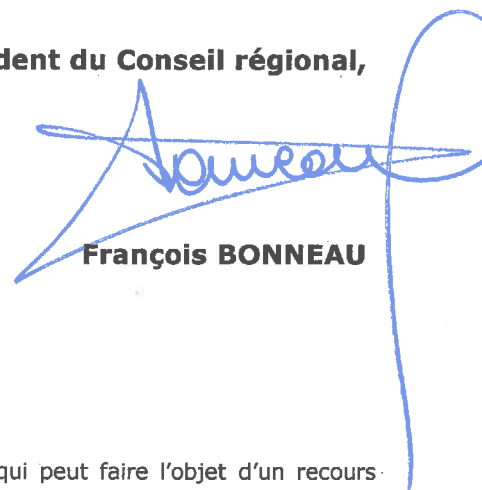
- d'attribuer une subvention forfaitaire d'un montant de 600 000 € au Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Région Centre Val de Loire pour l'année 2019,

- d'approuver la convention annuelle 2019, jointe en annexe, portant définition des droits et obligations respectives de la Région et du COS, ainsi que de l'utilisation de la subvention attribuée ci-dessus ;
- d'habiliter le Président du Conseil régional à la signer ainsi que tous les actes afférents.

Les modalités de versement et de contrôle sont prévues dans la convention.

Le crédit total de 600 000 € sera imputé au chapitre 930-0201 article 6574 programme 1071 du budget régional.

Le Président du Conseil régional,



François BONNEAU

SIGNE ET AFFICHE LE : 21 décembre 2018

N.B : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> dans ce même délai.